

Art. 2. De attesterende instelling moet voldoende waarborgen van onafhankelijkheid geven ten opzichte van de ondernemingen die belast zijn met de productie, vervaardiging, verwerking of verkoping van de produkten waarvoor zij de erkenning vraagt.

Die instelling mag niet bestuurd of beheerd worden door een meerderheid van personen die in zulke ondernemingen mandaten vervullen of als beambten worden tewerkgesteld. Haar beheerders of zaakvoerders mogen geen erkenningsactiviteiten voor de produkten die krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990 niet het voorwerp zijn van een erkenning.

Art. 3. De erkenningsaanvraag in de agrovoedingssector wordt ingediend bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort. De erkenningsaanvraag buiten de agrovoedingssector wordt ingediend bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Economie behoort.

Die aanvraag bevat de volgende elementen :

1° de benaming en de maatschappelijke zetel van de attesterende instelling;

2° een afschrift van de statuten en de lijst van de bestuurders;

3° de bepaling van de bevoegdheden en technische middelen waarover de aanvrager beschikt in de domeinen waarvoor de erkenning van de Executieve wordt gevraagd.

Art. 4. Het erkenningsbesluit stelt de voorwaarden vast waaronder die erkenning wordt toegekend, de domeinen waarvoor zij wordt toegekend, alsmede de duur ervan die niet tien jaar kan overschrijden.

Het erkenningsbesluit wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De attesterende instelling wordt ertoe gehouden :

1° voor de toekenning van de kwaliteits- of herkomsttesten alleen het bedrag van de door het erkenningsbesluit bepaalde kosten te verlagen;

2° een aparte boekhouding te voeren voor de in het kader van haar opdracht als attesterende instelling uitgevoerde operaties;

3° voor de analyses en controles die zij niet zelf uitvoert, alleen zich tot de door de Waalse Gewestexecutieve overeengekomen artikel 6 van het voornemde decreet vooraf erkende instellingen te wenden;

Art. 6. Elke attesterende instelling stelt zonder verplaatsing ter beschikking van het publiek de bestekken houdende vaststelling van de voor de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel of van een aanduiding van herkomst vereiste voorwaarden.

Art. 7. De attesterende instelling wordt ertoe gehouden zich aan de controles van de daartoe door de Minister aangewezen ambtenaren te onderwerpen en al de door die ambtenaren vereiste informatie mede te delen.

Wanneer de instelling die de erkenning geniet aan de vereiste waarborgen niet meer voldoet of haar verplichtingen niet meer in acht neemt, kan de Waalse Gewestexecutieve de toegekende erkenning opschorten of intrekken. De Commissie van de labelen en aanduidingen van herkomst moet geraadpleegd worden voor elke beslissing van opschorting of intrekking van de erkenning.

Art. 8. Het in artikel 3, tweede lid, van het decreet bedoelde jaarlijks activiteitenverslag omvat een beschrijving van de gebruikte controlemethodes en een samenvatting van de verkregen resultaten.

Het verslag beschrijft uitvoerig de financiële resultaten van het afgelopen boekjaar en vermeldt de begroting van het volgende jaar, alsmede de lijst van de bestuurders of zaakvoerders van de attesterende instelling.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid de Economie behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, op 20 december 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN.

F. 91 — 1748

[S — 27191]

20 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
fixant la composition et les statuts de la Commission des labels de qualité et des appellations d'origine

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne, notamment l'article 8;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale, et du Ministre chargé de l'Environnement, de l'Agriculture et du Logement pour la Région Wallonne,

Arrête :

Article 1er. La Commission des labels de qualité et des appellations d'origine ci-après dénommée "la Commission" est composée de deux sections : une section des produits agro-alimentaires et une section des produits non agro-alimentaires. Elle a son siège à Namur.

Art. 2. Sur proposition des Ministres, l'Exécutif nomme :

1° le Président et le Vice-Président de la Commission;

2° le Président et le Vice-Président de chacune des deux sections visées à l'article 1er.

Outre le Président et le Vice-Président, la Commission est composée de 40 membres répartis également entre les deux sections, nommés par l'Exécutif pour un terme de cinq ans, sur proposition des Ministres. Les mandats ne sont renouvelables qu'une seule fois.

Les membres de chaque section doivent représenter :

- les producteurs, les fabricants et les transformateurs;
- les associations de consommateurs;
- le Ministère de la Région wallonne;
- les organismes certificateurs;
- les milieux scientifiques.

Pour chaque membre effectif, l'Exécutif désigne un suppléant qui participe aux travaux de la Commission en l'absence du membre effectif. En cas de vacance, avant l'expiration d'un mandat de membre effectif, c'est le membre suppléant qui achève le mandat en cours.

Art. 3. Les membres de la Commission ne peuvent divulguer les faits dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 4. Le Secrétariat de la Commission est assuré par le Conseil Economique et Social de la Région wallonne.

Art. 5. L'Exécutif régional wallon fixe le budget de fonctionnement de la Commission. Les mandats sont gratuits. Toutefois, les membres de la Commission ont droit au remboursement des frais de parcours et des frais de séjour éventuels calculés selon les règles relatives aux indemnités attribuées aux fonctionnaires. Ils sont assimilés à cette fin à des agents de rang 15.

Art. 6. Le Président de la section dirige les travaux. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le Vice-Président.

Art. 7. Chaque section se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et en toute hypothèse tous les deux mois.

Elle est convoquée par son Président.

A la demande d'un quart de ses membres, le Président est tenu de convoquer la section au jour et heure indiqués. Sauf le cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile au moins cinq jours ouvrables avant la date de la réunion; elle contient l'ordre du jour.

Chaque membre peut demander l'inscription d'un point complémentaire à l'ordre du jour. A cet effet une demande écrite doit être remise au Président au moins trois jours ouvrables avant la date de la réunion.

Art. 8. Une section ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente, chacune des catégories visées à l'article 2, alinéa 3, devant avoir au moins un représentant.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Il est dressé procès-verbal des réunions.

Art. 9. Les demandes d'avis formulées par l'Exécutif régional wallon sont adressées au Président de la Commission. Le Président de la Commission notifie les avis et les décisions de celle-ci à l'Exécutif régional wallon ainsi qu'aux parties intervenantes aux conflits dont le règlement lui a été soumis.

Art. 10. Lorsque l'assemblée plénière a à se prononcer sur un conflit, elle entend préalablement les parties intervenantes ou leurs représentants.

Une convocation leur est adressée à cet effet par lettre recommandée au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion de l'assemblée plénière. Les décisions sont motivées.

Art. 11. L'Assemblée plénière de la Commission se réunit chaque fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et en toute hypothèse deux fois par an.

Elle est convoquée par le Président de la Commission.

A la demande écrite d'une des sections, le Président de la Commission est tenu de convoquer l'assemblée plénière au jour et heure indiqués.

Sauf le cas d'urgence, une convocation est adressée à chaque membre, par écrit et à domicile au moins cinq jours ouvrables avant la date de la réunion; elle contient l'ordre du jour.

Chaque section peut demander l'inscription d'un point complémentaire à l'ordre du jour. A cet effet, une demande écrite doit être remise au Président de la Commission au moins trois jours ouvrables avant la date de la réunion.

Art. 12. L'assemblée plénière de la Commission est compétente pour toutes les missions attribuées à la Commission par le décret du 7 septembre 1989. A l'exception du règlement des conflits de compétences entre organismes certificateurs et de toute question d'ordre général, l'assemblée plénière renvoie les dossiers à la section compétente pour instruction et avis.

Art. 13. L'assemblée plénière de la Commission ne peut valablement statuer que si la majorité de ses membres est présente; chacune des catégories visées à l'article 2, alinéa 3, devant avoir au moins un représentant.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Il est dressé procès-verbal des réunions.

Art. 14. Le Président de la Commission adresse chaque année à l'Exécutif régional wallon un rapport sur les activités de la Commission.

Art. 15 Le Ministre ayant l'Economie et le Ministre ayant l'Agriculture dans leurs attributions sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre chargé de l'Environnement, de l'Agriculture et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN.

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 1746

20. DEZEMBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Zusammensetzung und der Satzungen der Kommission für das Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen

Aufgrund des Dekretes des Wallonischen Regionalrates vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatrats;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst, und des Ministers beauftragt mit der Umwelt, der Landwirtschaft und dem Wohnungswesen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive:

Artikel 1. Die Kommission für das Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen, hierunter "die Kommission" genannt, besteht aus zwei Abteilungen: eine Abteilung für agrowirtschaftliche Erzeugnisse und eine Abteilung für nichtagrowirtschaftliche Erzeugnisse. Sie hat ihren Sitz in Namur.

Art. 2. Auf Vorschlag der Minister ernennt die Exekutive:

1° den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden der Kommission;

2° den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden jeder beiden in Artikel 1 erwähnten Abteilungen.

Außer dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden besteht die Kommission aus vierzig Mitgliedern, die zwischen den beiden Abteilungen gleich verteilt sind und die auf Vorschlag der Minister von der Exekutive für eine Dauer von fünf Jahren ernannt werden. Die Amtszeiten jeder Abteilung können nur einmal erneuert werden.

Die Mitglieder jeder Abteilung müssen:

- die Produzenten, die Hersteller und Verarbeiter;
- die Verbrauchervereinigungen;
- das Ministerium der Wallonischen Region;
- die Ausstellungsstellen;
- die wissenschaftlichen Kreise, vertreten.

Für jeden effektiven Mitglied bezeichnet die Exekutive einen Stellvertreter, der an den Arbeiten der Kommission in Abwesenheit des effektiven Mitglieds teilnehmen wird. Bei einer Vakanz vor dem Ablauf einer Amtszeit eines effektiven Mitglieds wird das stellvertretende Mitglied das laufende Amt beenden.

Art. 3. Die Mitglieder der Kommission dürfen die Tatsachen, über die sie in Ausübung ihrer Ämter Kenntnis haben, nicht bekanntgeben.

Art. 4. Das Sekretariat der Kommission wird von dem Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region gewährleistet.

Art. 5. Die Wallonische Regionalexekutive legt den Betriebshaushalt der Kommission fest. Die Ämter sind unentgeltlich. Die Mitglieder der Kommission haben einen Anspruch auf die Rückzahlung der Fahrt- und Aufenthaltskosten, die gemäß den Richtlinien, über die den Staatsbediensteten gewährten Entschädigungen berechnet werden. Dazu sind sie den Staatsbediensteten vom Rang 15 gleichgestellt.

Art. 6. Der Vorsitzende der Abteilung leitet die Arbeiten. Bei Abwesenheit oder Verhinderung wird er vom stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt.

Art. 7. Jede Abteilung versammelt sich jedesmal wenn die Geschäfte, die zu ihrem Zuständigkeitsbereich gehören, es erfordern und auf jeden Fall jede zwei Monat.

Sie wird von ihrem Vorsitzenden einberufen.

Auf Weisung von einem Viertel ihrer Mitglieder wird der Vorsitzende verpflichtet, die Abteilung an den abgegebenen Tag und Stunde einzuberufen. Außer im Notfall wird die Einberufung zum Wohnsitz mindestens fünf Tage vor dem Versammlungsdatum schriftlich gemacht; sie beinhaltet die Tagesordnung.

Jedes Mitglied kann um die Einsetzung eines zusätzlichen Punktes auf die Tagesordnung bitten. Dazu soll dem Vorsitzenden einer schriftliche Antrag mindestens drei Werktage vor dem Versammlungsdatum abgegeben werden.

Art. 8. Der Beschluß der Kommission ist nur gültig wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend ist; jede in Artikel 2 Absatz 3 erwähnte Kategorie muß mindestens einen Vertreter haben.

Die Beschlüsse werden mit der absoluten Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder getroffen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden entscheidend. Ein Protokoll der Versammlungen wird aufgestellt.

Art. 9. Die von der Wallonischen Regionalexekutive gestellten Anträge auf Gutachten werden dem Vorsitzenden der Kommission vorgelegt. Der Vorsitzende der Kommission stellt der Wallonischen Regionalexekutive und der Verfahrensbeteiligten an den Konflikte, deren Regelung ihm vorgelegt worden ist, die Gutachten und die Beschlüsse der Kommission zu.

Art. 10. Wenn die Vollversammlung sich über einen Konflikt auszussprechen hat, verneht sie vorher die Verfahrensbeteiligten oder ihre Vertreter.

Dazu wird ihnen eine Einberufung mindestens fünf Werktage vor dem Datum der Vollversammlung per Einschreibebrief zugeschickt. Die Beschlüsse sind begründet.

Art. 11. Die Vollversammlung der Kommission versammelt sich jedesmal wenn die Geschäfte, die zu zu ihrem Zuständigkeitsbereich gehören, es erfordern und auf jeden Fall zweimal im Jahr.

Sie wird vom Vorsitzenden der Kommission einberufen.

Auf schriftlicher Weisung einer der Abteilungen ist der Vorsitzende verpflichtet, die Vollversammlung an den angegebenen Tag und Stunde einzuberufen.

Außer im Notfall wird jedem Mitglied eine Einberufung zum Wohnsitz mindestens fünf Werktage vor dem Versammlungsdatum schriftlich zugeschickt; sie beinhaltet die Tagesordnung.

Jede Abteilung kann um die Einsetzung eines zusätzlichen Punktes auf die Tagesordnung bitten. Dazu soll dem Vorsitzenden der Kommission einer schriftliche Antrag mindestens drei Werktage vor dem Versammlungsdatum abgegeben werden.

Art. 12. Die Vollversammlung der Kommission ist zuständig für die sämtlichen an die Kommission durch das Dekret vom 7. September 1989 gewährten Aufgaben. Mit Ausnahme von der Regelung der Kompetenzkonflikte zwischen den Ausstellungsstellen und von allgemeiner Frage schickt die Vollversammlung die Akten zu der zuständigen Abteilung zur Untersuchung und zum Gutachten weiter.

Art. 13. Der Beschluß der Vollversammlung der Kommission ist nur gültig wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend ist; jede der in Artikel 2 Absatz 3 erwähnten Kategorien muss wenigstens einen Vertreter haben.

Die Beschlüsse werden mit der absoluten Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder getroffen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden entscheidend. Ein Protokoll der Versammlungen wird aufgestellt.

Art. 14. Der Vorsitzende der Kommission legt jedes Jahr der Wallonischen Regionalexekutive einen Bericht über die Tätigkeiten der Kommission vor.

Art. 15. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlaßes beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister beauftragt mit der Umwelt, der Landwirtschaft und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN